Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

le monde libertaire

FÉVRIER 1995
Supplément au N° 985

GRATUIT

Pour supprimer la misère, l'exploitation, l'oppression...

C'EST LA SOCIÉTÉ QU'IL FAUT CHANGER !

« Quand un électeur entre dans l'isoloir, ça me fait penser à un crocodile qui entre dans une maroquinerie »

(Coluche)

La Constitution de la Ve République impose à l'ensemble des citoyens, en âge de voter, de « choisir » à la fin de chaque septennat le nouveau président, en sacrifiant au *rituel* électoral.

Il ne s'agit bien évidemment pas de désigner le meilleur des « camemberts » d'entre tous les fromages, même si au bout du compte l'heureux élu s'accaparera pour son usage et celui des siens tout le fromage ! Non, il sera question, en mai, d'introniser pour sept ans le nouveau monarque. Celui qui du fond mœlleux et accueillant des divans élyséens nous infantilisera au point de parler en notre nom, toujours, en tous lieux et en tous points.

Il nous confisquera la parole au point de préfigurer ce que peut être le « père » de la nation, faute d'en être le « tonton »...

Le suffrage universel, rite qui consacre depuis deux siècles l'illusion du choix et du pouvoir démocratique alors qu'en réalité il entérine et pérénise le pouvoir des dominants a relayé dans l'Histoire le sacré de Carolus Magnus, au niveau de la symbolique.

L'homme qui s'autoproclame dans un premier temps — lorsqu'il n'est encore qu'un candidat — un présidentiable apte à gérer pour « notre bien » les affaires de la nation et qui s'engage à tenir d'une main ferme les rênes de l'Etat, l'homme qui, lorsqu'il est élu se préoccupe de défendre envers et contre tous la « Raison d'Etat » contre les velléités individuelles, les valeurs républicaines et libérales réunies et la sacro-sainte loi du capitalisme inégalitaire et barbare. Cet homme ne remplit d'autre rôle que celui de gardien des principes qui sanctifient la domination du pouvoir sur les citoyens, les dominés.

Les individus absents, cet homme n'a plus de raison d'être. Cet être disparu, les individus continuent d'exister et de vivre dans leur quotidien.

C'est là toute la différence entre une réalité — tangible, factuelle — et une simple fonction. Le président ne remplit qu'une fonction. La preuve de cela, c'est qu'entre de Gaulle, Pompidou, Giscard et Mitterrand, les différences de personnalités, d'idéologies ou d'approches des problèmes n'ont modifié en rien le sens profond de cette fonction tout au long des trente-cinq dernières années.

L'essence monarchique, qui irrigue cette fonction, est passée des cimes gaulliennes à l'arbre du socialisme nivernais.

Aujourd'hui, les Balladur, Chirac, Hue et autres Jospin préfigurent assez bien cet état d'esprit.

Le premier ministre, homme de peu de parole, se propose de poursuivre à un niveau supérieur l'œuvre entreprise depuis deux ans. L'inaction érigée en principe de gouvernement la voilà la qualité essentielle de ce bourgeois bouffi de suffisance.

L'ancien, toujours aussi impatient, nous propose de faire la révolution pour les sans-logis, les exclus... la sociale quoi ! Lui qui a imposé des années durant, à la capitale, une politique d'urbanisme clinquant, bourgeoise et d'exclusion à la fois.

Hue, l'inénarrable candidat de Colonel-Fabien se présente comme l'homme de la situation. L'homme sur lequel les travailleurs et les chômeurs peuvent compter. Tout autant que les immigrés de la ceinture rouge qui eurent à goûter, il y a quelques années, de son « humour » un tantinet franchouillard.

Jospin (ou tout autre prototype socialisant) se parera des plumes du paon élyséen et promettra de faire demain tout ce qu'il n'a pas voulu faire quatorze années durant.

En fait, l'absence, même prolongée du président, n'empêcherait nullement le pays de respirer, bien au contraire. Du reste, il en serait de même pour le gouvernement.

Cette supra-administration politique s'est arrogé des droits phénoménaux qu'elle a eu la géniale idée de camoufler sous les oripeaux du *devoir* et des *charges*. Ils sont devenus, aux yeux des citoyens conditionnés, des êtres nécessaires, incontournables, sans lesquels la machine ne pourrait plus tourner. La voilà, la forfaiture suprême !Faire courber l'échine des exploités et des exclus en tout genre et ne leur proposer, comme seule « alternative », que le changement de personnel politique chargé de mettre en œuvre ces politiques d'exploitation et d'exclusion.

C'est à ça qu'il faut s'attaquer, si nous voulons que les choses changent réellement en profondeur.

Il faut s'atteler au démantèlement des structures de l'exploitation et de l'exclusion — l'Etat, la politique politicienne en sont des rouages essentiels — et ne plus se contenter de changer de maître.

La Boétie expliquait, il y a cinq siècles de cela, que la servitude volontaire se caractérise par l'absence de révolte. L'homme, trop souvent, non content d'être esclave entend le demeurer, et pour ce faire, se forge lui-même ses propres chaînes.

L'électoralisme, le geste honteux et caché de l'isoloir, le blanc-seing donné à l'élu, les voilà les maillons de la chaîne qui entrave les citoyens.

L'élection présidentielle ne doit pas être un moment fort pour nous qui considérons que c'est le système lui-même qui est à revoir et à changer en profondeur.

L'administration des choses, des situations, plutôt que le gouvernement des Hommes, c'est là la grande idée anarchiste, celle qui a traversé le siècle et qui s'impose à nous à l'aube du troisième millénaire. Elle seule peut nous permettre de sortir définitivement de l'ère de la barbarie pour rentrer de plain pied dans celle de l'humanité. ♦

EDWARD SARBONI
(groupe Puig-Antich - Perpignan)

NE LAISSONS PERSONNE PARLER, PENSER, AGIR À NOTRE PLACE.
OCCUPONS-NOUS DE NOS AFFAIRES.

Agir au lieu d'élire !

Qui aura le luxueux privilège de loger à l'Elysée ? Ballarac, Childur, un guignol de gôche ? Ce jeu de chaises musicales est indécent et sans rapport avec la réalité. Des millions d'hommes et de femmes subissent une situation sociale inacceptable. Les candidats promettent tout et souvent plus. Que font-ils quand ils sont aux affaires ? Rien. Normal, le Président de la République n'a pas pour rôle de supprimer les inégalités sociales ou de développer les libertés, mais bien de gérer au mieux l'intérêt de ses employeurs : le Capital et l'Etat.

Pour changer notre vie, ce n'est pas de président qu'il faudrait changer mais de société. Agir au lieu d'élire ? D'accord, mais que mettons-nous derrière ce slogan ? En quoi les actions menées avec les anarchistes sont-elles différentes sur les objectifs et/ou sur les moyens ? C'est que nous vous proposons de découvrir au travers de ces témoignages.

Pourquoi en tant qu'anarcho-syndicaliste refuses-tu de participer aux élections présidentielles ?

HL : Tout d'abord, mon opposition à ce système ne concerne pas ces seules élections mais toutes les élections où il est demandé à un individu d'abandonner, sans contrôle et sans possibilité de révoquer à tout moment, une parcelle de son pouvoir, c'est-à-dire de son autonomie d'action ou de décision, à un mandaté ou à un groupe de mandatés. En d'autres termes, comme syndicaliste révolutionnaire, je me refuse à toute délégation de pouvoir, à délivrer un quelconque chèque en blanc à un individu sur lequel toute prise m'échappe après. Je prône pour ma part l'action directe, dans le vrai sens du terme, c'est-à-dire que j'agis moi-même directement en me fédérant à d'autres.

Quelles autres raisons invoques-tu ?

HL : L'autre raison qui fait que je ne sacrifie pas à ce rituel est double. D'une part, dans et par syndicalismes, c'est au quotidien que j'agis (en participant, par exemple, à la « Chronique syndicale » sur Radio Libertaire, 89.4, en région parisienne), ou tente de le faire, sur la réalité et non pas tous les cinq ou sept ans lorsque nos maîtres nous y autorisent pour nous faire croire que nous avons voix au chapitre.

D'autre part, en tant que syndicaliste, je pense que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes sans recours ni au parti, ni à l'Etat et donc n'avons besoin ni de César, ni de Tribun. ♦

Interview
RADIO LIBERTAIRE

(suite p. 4)

La démocratie : une machine à broyer les luttes sociales

S'IL Y A UN CONCEPT incontournable auquel chacun se réfère quelque soit le lieu ou le niveau d'organisation auquel il a à faire, c'est bien la démocratie.

Impossible de créer une association de quartier, un syndicat, un club de pétanque ou de tir à l'arc sans qu'à un moment ou à un autre l'expression ne soit employée pour définir le mode de prise de décision.

Impossible de concevoir l'organisation de la vie communale sans que le mot ne soit employé comme garantie de justice sociale.

Impossible pour un Etat d'être intégré dans le « concert des nations » sans ce label de qualité de respect des libertés individuelles qu'est la référence à la démocratie.

La « démocratie » est le concept politique sur lequel repose toute l'organisation sociale des pays dits occidentaux qui voudraient l'imposer aujourd'hui au reste du monde au nom d'une prétendue universalité civilisatrice.

Il faut tout de même s'interroger sur le contenu et la fonction de ce modèle politique puisqu'il est évident que sa pratique ici-même laisse pour le moins à désirer et n'apparaît, le plus souvent, que comme le moins pire des systèmes.

Peut-on s'en contenter et prétendre en faire un schéma universel... il est permis d'avoir de sérieux doutes.

Le principe démocratique repose sur l'idée que chaque individu peut et doit pouvoir donner son opinion sur la société dans laquelle il est inséré.

En fait, cette idée n'est pas propre au système démocratique, mais est présente dans de nombreuses traditions sociales, sur tous les continents, parce que d'une façon ou d'une autre les besoins et les opinions de chacun doivent être pris en compte dans la régulation des relations sociales, sous peine de voir exploser ou imploser la société concernée.

Le problème n'est donc pas d'affirmer un principe mais bien de savoir comment les structures organisationnelles et décisionnelles qui en découlent traduisent les opinions et besoins exprimés par chacun des associés.

Dans le modèle démocratique, tout le monde peut s'exprimer, c'est un fait. Mais ce modèle affirme simultanément qu'il faut des décideurs pour mettre de l'ordre dans la cacophonie des opinions émises, et ce pouvoir de décision (réservé à un personnel ayant fortement tendance à s'autoreproduire) est légitimé par le vote des électeurs.

C'est simple et propre en soi, si on oublie que le choix des électeurs va être conditionné par de nombreux facteurs qui brouillent les cartes et les enjeux. En particulier, la place et la fonction de chacun d'entre nous dans la structure socio-économique. A-t-on réellement liberté de choix lorsque notre survie quotidienne dépend d'un réseau de relations économiques que nous ne maîtrisons pas ? A-t-on réellement liberté de choix lorsque toute notre éducation sociale brise l'initiative et la capacité critique individuelle ?

Au bout du compte,la démocratie est une machine à broyer et concasser les aspirations sociales de telle sorte que face à l'inutilité de nos efforts individuels et collectifs pour améliorer les choses nous abandonnions notre vie entre les mains des classes dirigeantes.

Ce sont les révolutions françaises de 1789 et 1793 qui ont introduit la notion d'égalité politique sans que les relations économiques entre individus et entre groupes sociaux ne soient touchées.

Depuis, au fil des revendications et des discours électoraux, le droit de vote s'est étendu à toutes les couches de la population, en nous présentant chaque fois la chose comme une avancée sociale déterminante.

Il est même question, en ce moment, de faire passer ce droit de vote à 16 ans (pour les immigrés, on verra plus tard, puisque cette catégorie est par définition extérieure à la nation).

C'est le meilleur moyen que la bourgeoisie ait trouvé pour restreindre, contenir et limiter la notion d'égalité au seul champ politique sans que jamais il ne soit question d'étendre cette égalité au domaine de l'économique et du social.

La démocratie a été et est encore le meilleur garant idéologique à la pérennité d'une société de classes.

Il n'est donc pas étonnant que la société capitaliste qui est la nôtre promotionne l'idée de démocratie. Elle l'impose au niveau international en exigeant des élections démocratiques contrôlées en Afrique du Sud, en Algérie ou en Russie, par exemple. Elle la planifie ici-même, avec des projets de déconcentration des pouvoirs appelés pompeusement « régionalisation » ou « approfondissement de la vie municipale », avec référendums locaux à la clé.

Parallèlement, elle essaie de réintroduire de vieilles notions idéalistes comme le partage, l'équité, la subsidiarité. Autant de mots creux, visant à donner un sens moral aux inégalités.

Sur ces enjeux-là, nos démocrates peuvent encore trouver du grain à moudre, mais comme dans le même temps toutes ces restructurations provoquent des bouleversements sociaux destructeurs de réseaux et de traditions, il n'est pas sûr que nous y trouvions notre compte.

La démocratisation de la société de classes a ses limites, et le nombre de ceux et celles que cela ne trompe plus augmente singulièrement.

La démocratie — autrement dit le concept d'égalité politique — a donné tout ce qu'elle avait à donner. Elle n'a plus rien à nous dire ou faire espérer. Par contre, l'extension de la notion d'égalité aux champs de l'économique et du social restent à conquérir. L'idée d'égalité économique ne peut que prendre du relief et de l'intérêt pour toute cette masse de gens subissant quotidiennement les effets d'un système à bout de souffle et aspirant à plus de justice dans leurs relations sociales.

Pour ce faire, nous serons amenés à contester radicalement la démocratie, et à lui substituer d'autres concepts de régulation sociale. Nous appellerons ce devenir « communisme libertaire » ou « anarchie ». Reste à lui faire prendre corps. ♦

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

Ce que veulent les anarchistes ?

Les anarchistes sont partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Nous voulons construire une société libre sans classes ni Etats, sans patries ni frontières dont les buts sont les suivants :

• L'émancipation des individus, leur libération en tant qu'êtres autonomes, libres de leurs choix, lucides, critiques et responsables ;

• L'égalité sociale, économique et politique de tous les individus (quelque soit l'âge, le sexe, la couleur,...) dont les conséquences sont la fin des classes sociales, des divisions entre les «normaux» et les «déviants» ;

• La liberté de création, seule garantie réelle contre l'uniformisation, telle qu'on peut l'observer dans la Chine maoïste ou dans nos sociétés de consommation de masse infantilisante ;

• La justice, qui découle de l'égalité, ces trois principes étant incompatibles avec l'existance d'institutions répressives tant judiciaires que policière ou militaires ;

• L'éducation libertaire et permanente, permettant cet épanouissement le plus complet possible de l'individu et non son adaptation soumise au système productiviste d'aujourd'hui ; la condition en est l'égalité, dès la naissance, des moyens de développement, c'est à dire d'éducation et d'instruction, dans tous les domaines de la science, de l'industrie et les arts ;

• L'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe, non pas électorale et parlementaire mais communale et fédéraliste : pas de mandat en blanc, la coordination des affaires sociales par des délégués élus pour des mandats précis et révocables à tout moment ;

• Une économie tournée vers la satisfaction des besoins et non vers le profit, c'est la consommation qui doit orienter la production et non l'inverse ;

• La possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution en excluant toute possibilité pour certains de vivre en exploitant le travail des autres ;

• L'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques ou autres qui permettent et maintiennent l'exploitation de l'homme par l'homme ; le salariat est le processus par lequel les détenteurs des moyens de production et de consommation indemnisent ceux qui n'ont que leur force de travail à louer, l'abolir c'est casser ce rapport exploiteurs/exploités ;

• Le partage égalitaire des tâches d'intérêt général, l'absence des divisions entre manuels et intellectuels ou entre éboueurs et « jeunes cadres dynamiques » ;

• L'écologie non seulement pour préserver notre environnement mais pour promouvoir un développement de l'humanité basé sur la qualité de la vie ;

• La libre union des individus ou des populations selon leurs convenances ou leurs affinités ;

• La liberté d'expresion, c'est à dire le droit absolu pour tout individu d'exprimer ses opinions, par oral, par écrit ou à travers tout autre média ; la liberté des uns s'arrêtant là où commence celle des autres ;

• La libre circulation des individus, l'abolition des frontières, avec l'instauration d'une nouvelle citoyenneté : le fait de s'installer, de vivre dans une commune donnant droit à l'entière participation aux prises de décisions concernant l'ensemble de la vie politique, sociale, économique et culturelle. ♦

Les caméras dans la ville

Toulouse, rue du Taur (entre Capitole et Saint-Sernin), le 10 décembre 1994. Ouverture d'une zone expérimentale de vidéo-surveillance.

Cent cinquante caméras sont disposées sur un tronçon de trente mètres de cette rue. Les installateurs s'activent. Big Brother, juché sur son trône, supervise l'opération. De chaque côté de la rue, des hôtesses proposent aux passants de voiler leurs yeux derrière un «anonymasque», rectangle de carton noir, adapté sur des montures de fortune. Un tract est distribué à la sortie, il s'agissait bien entendu d'une mise en scène.

L'association «Planète en danger», coutumière de ce genre d'interventions avait encore frappé. Parodiant la mise en application des décrets alors (et toujours) en discussion à l'Assemblée Nationale, elle cherchait avant tout à sensibiliser le public (les passants) aux questions que posent les contrôles et flicages en tout genre.

Au-delà même des spéculations relatives aux risques de dérives liés à l'utilisation de ce genre de moyens, par nos chers fonctionnaires des forces de l'ordre, par delà même une interrogation, certes légitime, sur les réelles motivations de Pasqua quant à ses lois, il s'agit en premier lieu de s'attaquer à la logique développée par le gouvernement.

On pourrait ajouter que tout ce déploiement technico-sécuritaire ne résout en rien, ni les faux-problèmes (circulation et délinquance en centre-ville), que l'Etat semble vouloir régler, ni les véritables qui sont à la racine de ceux-ci (notre organisation sociale), et dont il est en partie responsable. En dernière analyse donc, le remède proposé sera nécessairement pire, du fait de sa nature institutionnelle et répressive, que le mal lui-même. N'est-ce pas ainsi que l'Etat ressemble le plus à qu'il prétend combattre , quand il porte atteinte à notre liberté, à nos intérêts privés, alors qu'il affirme les défendre.

Reste une action bien menée et bien reçue, grâce à sa forme humoristique (dérision). Elle sera vraisemblablement renouvelée à court terme, grâce notamment à la participation d'étudiants de l'université du Mirail. ♦

JÉRÉMIE
(groupe Albert-Camus)

Le capitalisme, c'est le vol !

« *Les Français, affirment avec aplomb les plumitifs aux ordres, ont choisi le chômage; dans la gestion de la crise, continuent-ils doctement, les ouvriers, les cadres, les employés, en un mot les salariés, complices de leurs employeurs, ont préféré faire disparaître les postes de travail les moins qualifiés pour maintenir le niveau de rémunération de ceux qui conservaient un emploi !* »

C'est péremptoire et, si on ose dire, sans bavure. Et la litanie continue : c'est le corporatisme des salariés qui empêche de créer des emplois nouveaux; ce sont les salaires et les charges, présentés comme exorbitants, qui obligent les «chefs d'entreprise» — les pauvres ! — à une recherche permanente d'accroissement de la productivité; et chaque innovation technique supprime encore des postes de travail.

C'est l'idée directrice de ceux qui prétendent que, pour faire reculer le chômage, il faut répartir le travail sur plus de personnes sans augmenter la somme totale des rémunérations.

Quelques faits

Voyons d'abord les *faits;* et tout d'abord cette idée reçue qui affirme que pour combattre le chômage, il faut réduire les salaires. En 1993, la masse totale des rémunérations des salariés a baissé de 18 milliards de francs, ce qui n'a pas empêché le nombre de sans-travail d'augmenter... La cause immédiate du chômage, c'est la disparition des postes de travail : 500.000 emplois supprimés entre 1981 et 1986, qui s'ajoutent aux centaines de milliers déjà disparus au cours des années soixante-dix; plus de 100.000 postes de travail ont encore été supprimés en 1990; 258.000 en 1992; 319.000 en 1993 — parce que des tâches techniques ou de bureau, assurées naguère par des personnes, s'effectuent maintenant à l'aide de machines ou de logiciels, ou bien encore parce que des postes de travail ont été déplacés ailleurs, là où les salariés sont payés presque rien.

La population active de la France s'élève à environ 24 millions de personnes avec une population salariée aux environs de 19 millions. Le nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE dépasse les 3 3 millions 400 000 — l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi n'a *jamais cessé* depuis 1970, malgré toutes les politiques dites de relance. Dans la tranche d'âge des seize - vingt-cinq ans, le pourcentage des sans-emploi atteint presque 30 pour 100. Presque 2 millions de personnes vivent de contrats à durée déterminée, de travail au noir, de petits boulots. Le chiffre des RMIstes dépasse sans doute maintenant les 700.000. On ignore combien de personnes et de familles ont été chassées de leur logement, mais ce nombre s'accroît sans cesse.

C'est un problème qui touche toute la société humaine, avec plus ou moins d'intensité ; au sein des pays de l'OCDE (Europe, Amérique du Nord, Japon), il y avait 31 millions de chômeurs en 1981, ces derniers étaient 35 millions en 1993 ; dans les pays du tiers monde, on dénombre un nombre toujours plus grand de sous-alimentés, c'est-à-dire dont la ration alimentaire est insuffisante pour assurer la survie ; ils sont environ 800 millions aujourd'hui, affirme l'ONU.

Ce serait une erreur grave, en revanche, de croire que cet appauvrissement est général. La dernière publication des organismes d'Etat qui analyse l'économie (INSEE, CSERC), publiée dans la grande presse au début janvier, révèle au contraire que les revenus des placements divers (actions, obligations, SICAV, livrets de caisse d'épargne, locations de logements...) ont augmenté, en moyenne et tous confondus, de 7% par an de fin décembre 1990 à fin décembre 1993, ce qui signifie qu'avec les intérêts cumulés un honnête rentier qui possède 100 francs de placement aura perçu 22,5 francs de revenus en trois ans. Et, s'il est actionnaire, il obtiendra presque 50 francs, la moitié du capital investi, puisque les dividendes des actions françaises ont, depuis trois années, un taux moyen de rentabilité qui frôle les 15% l'an ! Le même rapport nous apprend que, pour la même période, la masse totale des revenus salariaux a *diminué.* Ainsi d'ailleurs que la rémunération du travail non salarié, comme celui des professions libé-rales : avocats, médecins... Dans la répartition des richesses créées, mesurées en signes monétaires, la part du capital a encore augmenté dans les dernières années ; elle s'est accrue aux dépens de la partie que le travail, même non salarié, tente de conserver, sans y parvenir — la pauvreté des uns fait la richesses des autres.

On peut citer quelques-uns des mécanismes de ce transfert de valeur en soulignant l'importance du loyer très cher de l'argent et les cadeaux toujours plus nombreux que les gouvernements de la dernière décennie ont consenti aux entreprises. Un exemple : en 1982, la répartition des charges payées afin de financer les diverses dépenses publiques était de 77% pour l'employeur et de 23% pour les salariés ; en 1992, la nouvelle répartition est de 69% pour le patron et de 31% pour la partie salariale, un gain net de 8% en faveur du patronat qui se retrouve dans la valeur accrue du dividende. Autre exemple, l'impôt sur les sociétés était, en 1985, de 50% ; il est, en 1991, de 34%.

Plus de pouvoir pour les riches

La « révolution libérale », initiée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, a porté ses fruits pour ceux dont elle défendait les intérêts. Les groupes dominants ont augmenté dans des proportions très importantes et leur richesse et leur pouvoir. Par effet inverse, ceux qui ne sont pas membres de ces groupes ont vu leur situation se précariser, leur niveau de vie et leur liberté se rétracter.

Les discours sur le prétendu partage du travail n'est qu'un mensonge idéologique élaboré par les intellectuels du patronat pour cacher cette situation et déplacer la responsabilité — s'il y a des chômeurs, ce serait de la faute de ceux qui travaillent. Et s'il n'y a pas plus d'embauches, ce serait parce qu'il y aurait encore trop de rigidités dans le Code du travail.

Seul un grand mouvement de protestation, de refus et d'actions pourra stopper puis inverser cette politique ; ce sont les grèves et les manifestations qui permettront de regagner le terrain perdu, de réduire massivement la durée du travail, d'abolir le chômage et de partager les richesses. Rien d'autre ne le pourra ! ♦

J. TOUBLET
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1er trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Nos derniers autocollants
à commander à PUBLICO, 145, rue Amelot, 75011 Paris

SI LES ÉLECTIONS POUVAIENT CHANGER LA VIE, ELLES SERAIENT INTERDITES.

Fédération Anarchiste 145, rue Amelot, 75011 PARIS

14 autocollants anti-électoralistes viennent d'être édités par la FA.
0,50 F l'unité • 5 F les 20 exemplaires (+ frais de port : 3,50 F) •
10 F les 50 (+ frais de port 8 F) • 20 F les 100 (+ frais de port : 16 F)
PAS DE PANACHAGE POUR LES PAQUETS DE 50 ET 100 EXEMPLAIRES

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Agir au lieu d'élire !

(suite de la « une »)

Bleue, blanche ou rouge... à bas toutes les armées !

***ML** : Peux-tu nous parler de ton engagement antimilitariste ?*

Bertrand (groupe FA Humeurs Noires de Lille) : En fait, je n'ai jamais aimé les Rambo ! Mais c'est grâce aux libertaires que j'ai pu préciser mon antimilitarisme. L'armée, autoritaire, machiste et assassine n'est que le visage caricatural de l'Etat. C'est pour cela qu'aucun candidat ne proposera sa suppression !

***ML** : L'antimilitarisme échappe donc au domaine électoral ?*

Bertrand : Bien sûr. Dans ce domaine, plus qu'ailleurs encore, seule la lutte paye, notamment celle des réfractaires ou celle de Louis Lecoin qui fit reconnaître le droit à l'objection de conscience par une grève de la faim, en 1962.

***ML** : Et ton action ?*

Bertrand : J'étais objecteur, l'an dernier. J'ai participé aux actions des objos (une grève considérée comme une désertion, entre autres...). J'apporte mon soutien aux insoumis, comme les objecteurs de la coordination « On arrête tout ! ».

***ML** : Que penser de la campagne électorale ?*

Bertrand : Evidemment lamentable ! Chirac qui propose le service à six mois, comme Mitterrand en 1981 ! Le PC qui veut réaffecter 70 milliards au social pris sur le budget militaire (pourquoi seulement 70 ?). En fait, nous avons beaucoup d'autres choses à faire : soutenir les déserteurs russes et yougoslaves, les insoumis, reconstruire un mouvement antimilitariste mis à mal... Beaucoup d'autres choses à faire qu'élire ! ♦.

Contre les spéculateurs, gérons la ville nous-mêmes

A Nîmes, dans la semaine du 9 janvier, deux sans-logis sont agressés dans la rue où ils dorment, au milieu de la nuit. Alors que les autorités locales ne bougent pas, la mobilisation est de mise du côté des associations du quartier Richelieu. Décision est prise d'investir un logement vide, rue Vincent-Païta. L'objectif est double : abriter d'urgence les deux sans-logis et mettre en avant la revendication d'un logement pour l'ensemble des sans-abri.

C'est ainsi que le dimanche 15 janvier, le logement (en fait, deux !) est investi ; une fois l'accès libéré et les locaux nettoyés, on accueille la presse, sans oublier la cinquantaine de personnes qui sont là, pour le soutien.

Les anarchistes étaient de la partie. Car même si nos points de vue divergent avec le collectif (notamment sur la notion de propriété privée), il est certain que notre solidarité doit s'exercer pleinement à l'égard des victimes du système capitaliste et de la spéculation foncière. Ces luttes pour un logement décent pour tous doivent nous aider à exercer pleinement cette entraide que nous mettons en avant pour combattre la misère et la charité ; mais surtout doivent nous aider à mieux appréhender la réalité sociale et politique du logement. Car cette question nous renvoie tout naturellement au débat sur l'organisation des villes et à la répartition des richesses, et aux propositions des anarchistes en ce domaine. Et si « un toit, c'est un droit », alors faisons de nos communes un immense toit qui ne laisse plus jamais personne dehors. ♦

DANIEL
(liaison FA de Nîmes)

On vous l'a déjà dit : on veut choisir... Notre corps est à nous !

Vous êtes militantes de la FA, que signifie pour vous « agir au lieu d'élire » ?

Pascale : J'ai réalisé des avortements clandestins dans les années 45-50, et j'ai subi des peines de prison pour cela.

Hélène : Je suis militante sur mon lieu de travail et dans mon syndicat pour le droit des femmes à un travail intéressant, à des conditions de travail meilleures, à un salaire égal et pour la transformation de la société, afin que chacun et chacune soient libres et maîtrisent leur vie.

Nelly : Je réalise l'émission « Femmes Libres » sur Radio Libertaire ; j'y invite des femmes du monde entier pour qu'elles expriment leurs révoltes et leurs luttes contre toutes les injustices : la guerre, le viol, les violences conjugales, au travail ou dans la rue, les inégalités.

Claude : Je participe aux collectifs de mon quartier, qui agissent contre le racisme, l'exclusion et pour la solidarité.

Rosine : J'établis des passerelles entre féminisme et anarchisme, pour insuffler plus d'anarchisme dans le féminisme et plus de féminisme dans l'anarchisme.

Géraldine : Je lutte contre l'utilisation de notre image et de notre corps par les médias et la publicité, qui voudraient nous traiter comme des objets.

Rose : J'agis contre le sexisme dans la société et les groupes sociaux, y compris militants, pour que soit nommée l'oppression spécifique des femmes par le patriarcat ; j'agis pour faire changer les rôles sociaux que ce système nous impose.

Pour nous toutes, c'est tout cela, mais aussi :

• Agir au lieu d'élire, c'est être responsable de notre vie dans tous ses aspects.

• Agir au lieu d'élire, c'est analyser que la vie privée (personnelle, affective, familiale, le « quotidien », quoi !) et la vie publique (le travail, le social, le politique, le culturel) sont régies par des lois capitalistes et patriarcales qui visent à nous opprimer, nous exploiter, nous aliéner toutes et tous.

• Agir au lieu d'élire, c'est lutter contre ce système : « Oui, papa, oui chéri, oui patron »... y'en a marre !

• Agir au lieu d'élire, c'est mettre en œuvre l'éthique anarchiste qui veut que théorie et pratique, collectifs et individus soient pris en compte dans un mouvement de va-et-vient et dans un mouvement d'ensemble, sans hiérarchisation des luttes ni des problèmes à résoudre, mais au contraire en reliant tous les aspects entre eux. ♦

Pas de curés, pas de patrons, pas d'armée... dans les écoles ! Le cas Bonaventure

L'école Bonaventure est née à la suite de l'investissement de compagnons anarchistes dans une crèche parentale de l'île d'Oléron.

Partant d'une critique du système scolaire, ainsi que du constat de l'échec des écoles alternatives à le modifier, un groupe de parents ont monté cette école libertaire qui a vu le jour en septembre 1993.

L'école capitaliste est une institution qui sécrète l'échec scolaire. Certaines expériences pédagogiques ont tenté, au sein de l'école, de l'améliorer ou de l'aménager, sans pour autant réussir à la modifier. Du côté des expériences pédagogiques parallèles, si elles ont donné de bons résultats, en terme de pédagogies anti-autoritaires, elles ne se sont pas pour autant inscrites dans une opposition au système capitaliste.

Bonaventure s'inscrit, bien au contraire, dans cette perspective, en se rattachant aux expériences d'éducation libertaire menées par Paul Robin, par Sébastien Faure ou par Francisco Ferrer.

Constituée d'une classe unique de six enfants (de trois ans et demi à neuf ans), Bonaventure scolarise les enfants dans un esprit anti-autoritaire (participation des enfants à la vie de l'école, autogestion, autonomie...).

La volonté de Bonaventure est de rechercher des convergences avec d'autres alternatives, économiques, sociales, politiques... De là son choix d'une propriété collective de l'école, de la gratuité, de l'égalité des salaires, de l'autogestion. Projet d'individus qui agissent et qui pensent qu'une alternative libertaire à l'école doit s'inscrire dans une alternative libertaire globale à la société capitaliste, Bonaventure se veut un élément parmi d'autres d'un mouvement social en action. ♦

BONAVENTURE
(île d'Oléron)

SI VOUS AVEZ TROUVÉ DE L'INTÉRÊT A LIRE CE « QUATRE PAGES », DIFFUSEZ-LE
10 exemplaires : 10 F
25 exemplaires : 20 F
50 exemplaires : 32 F
(port payé).

A commander à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Chèque à l'ordre de PUBLICO.

Lille
Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux

Créé en 1987 à l'initiative de la FA, le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Tél./fax : 20.47.62.65) partait de l'idée qu'une action anarchiste doit, si possible, se développer autour d'un lieu ouvert et autogéré, capable de fédérer de multiples initiatives de subversion...

C'est ainsi que le CCL est devenu progressivement le lieu de rencontre et de coordination de la Fédération anarchiste, du groupe libertaire Aktion, de la Confédération nationale du travail (CNT-AIT), du journal *Zon'Art*, de l'association homosexuelle Les Flamands Roses et, pendant un certain temps, de l'Union pacifiste et de l'AZADEL (association zaïroise). Notons, par ailleurs, que le CCL est ouvert aujourd'hui à tout libertaire qui souhaite y adhérer individuellement et que ses différentes composantes sont unies par un lien d'assistance mutuelle.

Un espace de liberté et de débat

Fidèle au principe d'auto-organisation (dans les quartiers, les associations, la ville...), le CCL correspond également à un souci d'ancrage local. Ces quatre bouts de murs sont un espace conquis. Il s'agit, en effet, pour les anarchistes de se doter des moyens (ici un lieu) d'une action politique sans concessions. Pour cela, il faut savoir s'imposer quelques « sacrifices » humains et financiers ; l'objectif étant l'indépendance vis-à-vis des pouvoirs locaux ! Car depuis Fernand Pelloutier (fondateur des Bourses du Travail), les libertaires savent bien que seule l'autonomie autorise l'action politique radicale et à long terme. Non seulement, elle met à l'abri d'une éventuelle restriction de la liberté d'expression et de réunion, mais elle permet de s'initier aux mécanismes de la gestion directe. En ce sens et dès son origine, le CCL s'inspirait et souhaitait revivifier le mouvement des Bourses du Travail (Ceci n'interdit pas, bien au contraire, d'investir d'autres lieux, comme la Maison de la Nature et de l'Environnement, dans laquelle la FA est également très présente).

Une infrastructure au service du mouvement social

Mais le CCL n'est pas qu'un espace. Il est vrai qu'entre ses murs se tiennent les permanences des différents groupes sus-cités, des réunions publiques extrêmement diverses, une bibliothèque, une librairie, un centre de documentation et d'expression... Ceci dit, le CCL est aussi un dispositif en prise directe sur la vie extérieure. Bref, le CCL n'est pas un espace clos où l'on se réfugie frileusement dans l'entre-soi anarchiste, comme en dehors du monde. C'est un dispositif de rassemblement, de réflexion et d'action, capable d'intervenir au cœur des événements culturels, politiques, sociaux... de Lille et la région ! ♦

LES AMIS DE BENOÎT BROUTCHOUX